

la Semaine

de l'émigration

EDITORIAL
Encore des chiffres
(p. 3)

ORGANE DE L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE

MARSEILLE

**Concertation
Amicale -
PCF**

8 MARS

journée internationale de la femme

Une occasion de réflexion

CINEMA



**Ali Ghanem :
un étonnant
autodidacte**

Quand les grands magasins sont
d'un « commerce agressif »...



**Conférence
de Nourredine Aba
au Centre
culturel algérien**

n° 76 du 7 mars 1984 • hebdomadaire 5 F (Algérie 3DA)

N° 3087 - 76 - 5 F

la Semaine

de l'émigration

ORGANE DE L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE

• Commission
paritaire n° 84700

■ **Organe de l'Amicale
des Algériens en Europe
Hebdomadaire**

■ **Directeur de la
publication**
Abdelkrim SOUCI

■ **Rédaction - Administration**
3, rue Joseph Sansbœuf
75008 Paris
Tél. : 387.35.09
CCP : 22 632 27 Paris

■ **Bureau d'Alger**
Centre d'information
de l'émigration
36, rue Asselah Hocine
Alger
CCP : 30 20 Alger

■ Nos abonnements sont
payables à la commande
sur la base des tarifs
indiqués ci-dessous,
et libellés exclusivement
en Dinars algériens,
ou Francs français,

■ **Algérie :**
Un an : 115 DA
Six mois : 60 DA

■ **France et autres pays :**
Un an : 190 ff
Six mois : 100 ff

Une réduction de 50 % est
consentie, sur les abon-
nements, aux jeunes de moins de
25 ans et aux étudiants.

■ Pour tout changement
d'adresse, nous prions
nos abonnés de nous
informer une semaine
à l'avance, en nous joignant
la dernière bande d'envoi.

■ Les documents reçus à
notre rédaction, ne peuvent
être réclamés par leur
expéditeur. Leur envoi
implique l'accord de
l'auteur pour leur
libre publication.

Agence (textes, photos) : APS

■ **Cadet Photocomposition**
9, rue Cadet - 75009 Paris
Imprimerie d'ETC
76190 - Yvetot

SOMMAIRE

N° 76 du 5 mars 1984

■ **JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES**
une occasion de réflexion (P. 4)

■ **FEMMES SEQUESTREES ET MOLESTEEES**
des magasins d'un commerce agressif (P. 5)

EDITORIAL

● **Encore des chiffres** 3

EMIGRATION

● **L'AAE se concerta avec le PCF et la CGT** 6

● **Automobile : l'attente** 7

● **La vie des Régions** 9

ACTUALITE

● **La RASD fête son huitième anniversaire** 10

● **L'actualité de la semaine** 11

CINEMA

● **Entretien avec Ali Ghanem : l'étonnant autodidacte** 12-13

MAGAZINE

● **Livres : les chercheurs d'os** 14

● **Centre culturel algérien : conférence de N. Aba** 15

SPORTS

● **L'actualité sportive de la semaine** 16

A nos lecteurs

Pour des raisons techniques et de diffusion, La Semaine sera datée désormais du mercredi et non du jeudi comme précédemment.

Nous rappelons, à cette occasion, que tout courrier destiné à la rédaction doit être adressé au rédacteur en chef. La Semaine, 3, rue Joseph Sansbœuf, 75008 PARIS.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire souscrire un abonnement (1) un réabonnement (1)

d'un an (1) de 6 mois (1) à « la Semaine »
à servir à l'adresse suivante :

NOM Prénom
Adresse
Ville Pays

Je règle aujourd'hui la somme de (*)

par chèque bancaire ci-joint (*) par chèque postal ci-joint (*)
par mandat ci-joint (*)

(1) biffer la mention inutile

— (*) libellé exclusivement en DA ou en FF
— cocher la formule de règlement choisie

A renvoyer sous enveloppe à « la Semaine », 3, rue Joseph
Sansbœuf 75008 Paris.

Pour l'Algérie adressez bulletin et règlement au Centre d'informa-
tion de l'émigration 36, rue Asselah Hocine ALGER.

Encore des chiffres

LA presse française, dite « grande », traite très peu souvent des relations économiques, commerciales et de coopération entre l'Algérie et la France. Lorsqu'il lui arrive de le faire c'est pour affirmer que le gaz naturel algérien importé par les Français est « trop cher » — ce qui est tout à fait contraire à la vérité puisque le prix de ce gaz est indexé sur celui du pétrole lequel enregistre, ces dernières années, une baisse sensible. Bref. Cette presse, qui se targue d'objectivité, n'hésite pas à se laisser aller à un comportement partisan, franchement anti-algérien, obnubilée qu'elle est encore par des considérations historiques et politiques dont elle ne parvient pas à se défaire.

Ainsi est entretenue au sein de l'opinion française une image défavorable de l'Algérie, image dont on contraste les contours, autant que de besoin, en recourant à la technique de l'amalgame en jetant le discrédit sur notre immigration.

Alors que l'on parle de « contrat du siècle » dès que le moindre projet est envisagé entre la France et un autre pays « client », on adopte un mutisme unanime sur les marchés accordés par l'Algérie à la France. Pourtant chaque année, se concluent entre les deux pays de véritables « contrats du siècle ».

POUR la seule année 1983, l'Algérie a commandé à la France pour plus de 3 000 milliards de centimes — soit près de 8,5 milliards par jour ! Ces contrats portent sur l'habitat, les transports et l'agriculture. La presse en connaît parfaitement l'existence, tout autant que les entrepreneurs français auxquels ces marchés permettent une relance des activités très bien venue.

Bien qu'il s'agisse là d'un effet « visible » de l'apport de l'économie algérienne à l'économie française, on ne lui fait, ici, aucune publicité. Que l'on ne s'étonne guère, dès lors, de ne pas trouver le moindre écho dans les médias français — et, par conséquent, auprès du « Français moyen — des effets « invisibles » des échanges algéro-français.

UN rapport du conseil économique et social français sur « les perspectives de développement des relations économiques entre l'Algérie et la France » publié le 14 décembre 1983, note à juste titre : « Les appréciations portées jusqu'alors » sur ces relations « font

abstraction d'un élément qui, en l'occurrence, n'est pas négligeable : il s'agit des « invisibles ».

On apprend, ainsi, que la plus grande partie des revenus gagnés par les travailleurs algériens en France y est dépensée (ou épargnée), contribuant d'une façon comme de l'autre à soutenir l'économie française. Les transferts des travailleurs immigrés vers l'Algérie n'ont été que de 63 millions en 1982 au lieu de plus d'un milliard de F.F. en 1976.

D'autre part, la présence actuelle, et passée, des Algériens en France contribue à entretenir des habitudes de consommation en produits français parmi la population algérienne. C'est une constatation frappante en ce qui concerne, par exemple, l'automobile. En 1980, 28 000 voitures françaises ont été introduites en Algérie. « Il semble, ajoute le rapport du CES, que le phénomène se soit amplifié depuis cette date : on estime généralement, qu'au cours de ces deux dernières années, environ 100 000 véhicules (français) sont entrés en Algérie. »

D'AUTRES chiffres encore. Le trafic aérien enregistre plus de 2 500 000 passagers par an entre l'Algérie et la France. A la moyenne de 3 000 FF le billet aller-retour, faites le compte ! Il faut y ajouter l'allocation en devises accordée aux touristes venant d'Algérie... et qui est dépensée en France dans les hôtels, les restaurants et les magasins.

La plupart des voyageurs, au départ de France ont, de plus, un excédent de bagages, notamment les immigrés (et touristes) qui achètent des biens français de consommation, durables ou non durables, pour les amener en Algérie. On estime, en moyenne, à 4 kg par passager cet excédent.

NOMBRE de fournisseurs et de magasins, petits et grands, connaissent les Algériens pour être de bons acheteurs. La plupart s'en félicitent surtout en ces temps de crise. Certains au contraire semblent en être agacés, tel ce grand magasin de Barbès où l'on provoque les femmes algériennes jusqu'à les battre ! Impunément. Qu'on se le dise.

la Semaine

Une occasion de réflexion

La journée internationale des Femmes, le 8 mars, sera officiellement célébrée par les femmes du monde entier et aussi par les milliers de femmes algériennes vivant en France.

Depuis que les Nations Unies ont décrété le 8 mars journée internationale des femmes, l'Association des Femmes Algériennes

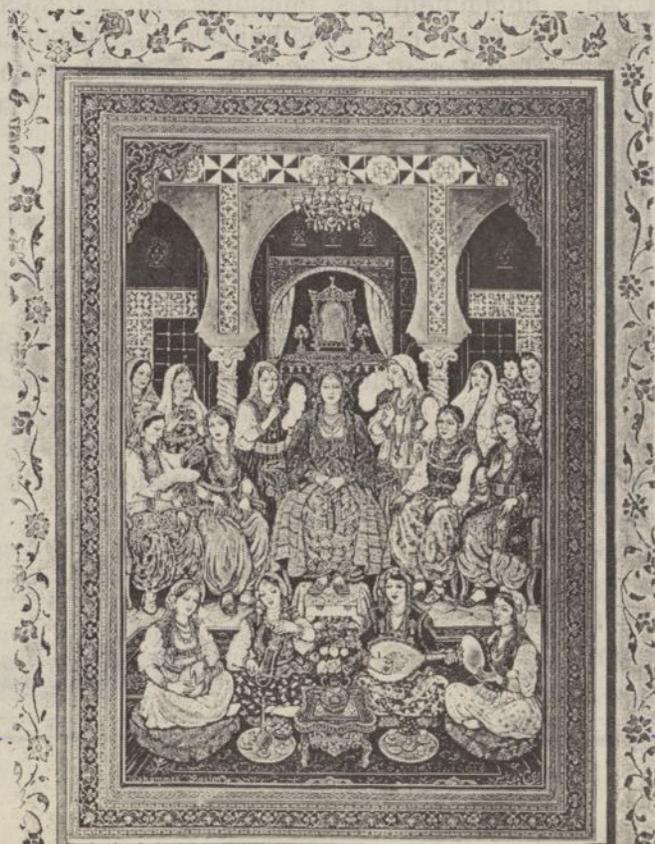
(A.F.A.) de l'Amicale rassemble, chaque année, les femmes algériennes dans les quartiers, les cités, au cours de galas, soirées d'amitié, fêtes, débats, expositions, manifestations, rencontres. Ces initiatives ont toutes le même souci : marquer cette journée par de nouvelles avancées pour les femmes de la communauté algérienne, dont les problèmes spécifiques sont doublés

Poème dédié à nos aïeules qui ont, à travers l'histoire, su conserver nos belles traditions.

Nostalgie Andalouse

Nos grands-mères portaient des bijoux sacrés,
boucles d'or, et bracelets ciselés
chemises de tussor et caracos brodés,
voile de Tlemcen,
et babouches dorées.
Toute de henné et de khol maquillées
elles berçaient notre enfance de contes savourés.
Parfumées de jasmin et de canelle sucrée
elles chantaient en chœur l'Andalousie rêvée
toutes de poésie, et bouquâlas rimée
telle une coulée de miel
elles charmaient nos soirées
de « GHAZALI - GHAZAL », et de « YA-LA-LAN » sussurés
De M'CEDER en NOUBAS,
lentement elles dansaient
langoureuses et lascives
à demi balancées
comme un battement d'aile
de colombe blessée.
Bafouées en ce temps,
souvent ignorées,
elles buvaient l'amertume
dans des coupes dorées.
VESTALES de l'histoire !
GARDIENNES du passé !
Leurs macramés jaunis aux rubans surannés
dorment dans des coffres
tels des jasmins fanés

RABIA DOULACHE



de toutes les difficultés que connaît la diaspora algérienne en France.

Des problèmes de femmes, et aussi des difficultés dans la société d'accueil parce que étrangères. De plus, au cœur des priorités que sont les domaines de la scolarisation, de l'emploi, de la formation professionnelle, il y a l'hommage aux femmes algériennes qui ont combattu pour l'indépendance du pays. Et aujourd'hui, l'exigence de paix dans le monde, de désarmement universel, de solidarité internationale, avec toutes les femmes qui souffrent dans le Tiers monde, en Palestine occupée, au Proche-Orient, en Afrique et ailleurs.

Les femmes algériennes vivant en France, dans le cadre de l'A.A.E., ont tenu, dans toutes les régions, des réunions de travail et d'information, pour préparer cette journée qui ne devrait pas être une célébration ponctuelle, une fois l'an, mais un bilan de ce qui a été fait et une définition des actions à mener pour une authentique promotion de la femme. Occasion de sensibilisation et de réflexion sur le chemin à parcourir.

UNE CONDUITE NOUVELLE

Pour ce faire, il est nécessaire de faire un constat lucide de l'actif et du passif. Les diverses assemblées régionales qui ont eu lieu récemment ont montré que « la présence et l'activité des femmes reste faible encore », pour citer le rapport moral de la région ouest, présenté lors de l'Assemblée régionale.

Toutefois, « les causes ne sont plus à rechercher essentiellement dans les pesanteurs de la tradition, mais probablement dans la nécessité de la jeune génération, plus disponible en vue d'harmoniser la prise de conscience féminine sur les aspects fondamentaux de notre organisation. »

Le manque de participation est un phénomène qui n'est pas nouveau, bien que la mise en place récente des nouvelles structures de l'A.A.E. ait engagé une dynamique nouvelle, au niveau de l'AFA aussi. Il y a eu accroissement des effectifs mais de manière insuffisante. Les causes en sont les responsabilités inhérentes aux femmes au sein de leur famille et au contexte social difficile, ici en France. Pourtant, ce n'est pas faute de moyens mis en œuvre par l'A.A.E., mais peut-être faudrait-il plus de créativité définie clairement, de formation militante pour une conscience politique qui permettent de poser les réels problèmes des femmes. Cela permettrait d'intéresser plus de femmes qui se sentiraient directement concernées, motivées pour une meilleure participation dans l'organisation.

Et surtout, peut-être faudrait-il que les femmes prennent leurs propres problèmes en mains, qu'elles s'assument elles-mêmes d'une manière plus volontaire, car si l'organisation trace le cadre, assure les moyens, il revient aux femmes d'affirmer par elles-mêmes leur identité réelle, différentes mais pas inférieures ni dans leur cellule familiale, ni par rapport aux agressions socio-culturelles du pays d'accueil.

C.H.

Rappelons tout d'abord la mésaventure survenue à Mme Houria S. Le 20 février, en fin de matinée, Mme Houria S., qui habite dans le quartier, se rend chez Tati pour acheter un foulard. Elle n'a pas besoin d'entrer dans les magasins, ceux-là sont exposés sur l'étal extérieur. Elle en demande un à un vendeur. En arabe, comme elle a l'habitude de le faire et comme, d'ailleurs, le personnel encourage la clientèle à le faire.

Surgit alors ce qui semble être un surveillant. Il apostrophe assez brutalement Mme Houria S. : « Il ne faut pas lui [le vendeur] parler en arabe, il est juif ». En toute bonne foi, Mme Houria S. lui répond : « juif ou arabe, vous savez, moi je ne fais pas de différence entre les gens ».

Elle venait de régler son achat à la caisse lorsque le surveillant l'a attrapée par son manteau. Aidé par deux autres membres du personnel, il l'a entraînée dans une pièce au fond du magasin, où il y avait un autre employé qui s'est présenté comme inspecteur de police. Sous les yeux de celui-ci qui n'a rien fait pour intervenir, ils ont roué de coups Mme Houria S. Plus exactement, les deux employés maintenaient la jeune femme pendant que le surveillant la battait en la couvrant d'injures racistes.

Mme Houria S. restera enfermée dans ce bureau en compagnie des trois hommes, puis de six, jusque vers 16 h, lorsqu'on la poussera brutalement sur le trottoir.

Au service des urgences de l'hôpital Lariboisière où Police-Secours, alertée, la conduira, les médecins relèveront des ecchymoses à la pommette gauche, un œdème derrière l'oreille, un traumatisme crânien sans perte de connaissance et un traumatisme abdominal.

VICTIME ET ACCUSEE

On peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un diagnostic très prudent, trop prudent. En effet, un médecin chez qui Mme Houria S. s'est rendue juste après sa sortie de l'hôpital, relèvera, lui, un traumatisme crânien avec tuméfaction occipitale et malaire gauche, un traumatisme scapulo-bracchial gauche avec douleur à la mobilisation de l'épaule et hématome du bras, un traumatisme costal diffus avec douleur à la respiration et à la pression sternale et costale, un stress psychologique marquée. Toutes choses qui nécessitaient une incapacité de travail temporaire de quinze jours.

Mme Houria S. a eu un réflexe qui échappe, hélas, à la plupart de nos compatriotes : déposer plainte et aviser le consulat d'Algérie à Paris ainsi que l'Amicale des Algériens en Europe.

Quand les grands magasins populaires font un commerce agressif

Dans La Semaine n° 75, nous avons rapporté brièvement la désagréable mésaventure survenue, le 20 février dernier, dans les magasins Tati du boulevard Rochechouart, à une jeune femme algérienne, Mme Houria S.

Mme Houria S., qui était enceinte, avait été séquestrée et molestée pendant environ cinq heures dans un bureau de ces magasins. Un traitement qui lui a occasionné une incapacité temporaire de travail de quinze jours.

Enquête faite, il s'avère que le personnel de ces magasins dont, il est bon de le rappeler, la clientèle est en majeure partie maghrébine et africaine, s'en prend très souvent à des femmes immigrées. En outre, d'autres magasins classés comme populaires sont également d'un commerce plutôt agressif.

L'enquête a été difficile, car malheureusement, les immigrés, et particulièrement les Maghrébins et les Africains, osent rarement déposer plainte. Certes, l'attitude de certains policiers ne leur facilitent pas les choses. Mais nous ne saurons assez leur conseiller de le faire, auprès du procureur de la République si nécessaire, car c'est uniquement par ce moyen que l'on peut faire cesser les abus de certains racistes.

L'enquête a donc été difficile, mais nous avons tout de même réussi à retrouver trace d'une dizaine de cas où des femmes algériennes ont été séquestrées et molestées par des employés de magasins.

Mme Fettoum B. a eu le même réflexe. Elle a déposé plainte auprès du procureur de la République. Sa mésaventure ressemble beaucoup à celle de Mme Houria S.

Le 11 février vers 14 h., elle se rend dans les mêmes magasins Tati. Près d'un rayon, elle est bousculée par une autre cliente. Elle lui en fait gentiment la remarque. Ça aurait pu s'en arrêter-là si une surveillante ne l'avait pas alors prise à partie en lui lançant des gentilles du style : « Si ça ne vous plaît pas, vous n'avez qu'à repartir dans votre pays ».

Comme Mme Fettoum B. essayait de la raisonner, la surveillante appela à la rescousse une vendeuse. Elles lui sont littéralement tombées dessus à deux et se sont mises à la battre comme plâtre en plein milieu du magasin.

Puis un inspecteur et quatre employés sont intervenus et ont emmené Mme Fettoum B. dans un bureau où ils l'ont molestée et séquestrée de 14 h 30 à 15 h 45.

Un médecin constatera des ecchymoses au flanc gauche, une

contusion abdominale et de la pommette gauche. Quant à la jeune sœur de Mme Fettoum B., qui se trouvait là, elle a eu deux dents cassées et des contusions multiples au niveau du dos et des épaules ainsi que du mollet droit.

COMMERCE AGRESSIF

Ce commerce agressif semble être la spécialité de Tati. Mais on nous a également signalé des cas semblables dans d'autres magasins. Les personnes qui en ont été victimes, n'ont malheureusement pas pensé à faire établir des certificats médicaux.

Certes, rares sont ceux d'entre nous qui n'ont pas eu à faire un jour ou l'autre à l'irascibilité, pour ne pas dire les comportements racistes, d'un commerçant ou d'un tenancier de bar. Mais, jusqu'à présent, il était rare que cela prenne une tournure brutale. C'est maintenant chose faite. En toute impunité, apparemment, des employés de certains magasins molestent et séquestrent des femmes. Des pratiques qui tombent sous le coup de la loi (coups et blessures volontaires) et pour les-

quelles la preuve est facile à apporter. A condition, évidemment, que la police y mette du sien. Ce ne semble pas toujours être le cas. Du moins à en juger par ce que nous a rapporté Mme Houria S. Selon elle, la patrouille de Police-Secours n'a pas dépensé une grande énergie à vérifier les faits. Ils ont refusé d'entendre la plaignante. Un policier lui aurait même dit : « Vous, taisez-vous. Vous êtes une arabe et on en a marre des Arabes ».

Ils n'ont pas non plus cherché à entendre le surveillant en cause auquel ses collègues avaient conseillé de se cacher.

On peut se demander dès lors quelle pourrait être la solution pour mettre fin à ces scandales. Pour l'instant, il n'y en a qu'une seule : déposer systématiquement plainte. Et, éventuellement, boycotter les magasins où sévissent les racistes.

A. MA.

A S S I S T A N C E P U B L I Q U E
HÔPITAL DE LA PASTILLERIE
SERVICE DES URGENCES DE LA PASTILLERIE

Je soussigné FAURE J.H.P.
certifie avoir examiné un(e) patient(e) disant se nommer M. me
..... qui s'est présenté ce jour aux
urgences, après une agression traumatisme crânien
suite à une chute de hauteur. Traumatisme abdominal

Il présentait les lésions suivantes :

..... ecchymose de la fosse iliaque gauche.....
..... ecchymose de la fosse iliaque droite.....
..... les radios de la cage thoracique haute et basse
..... de la main d'abdomen
..... sont normales

Il n'a pas été délivré de certificat au sujet
de travail

Certificat Médical établi à la
demande de l'intéressé et remis
en mains propres pour valoir ce
que de droit.

Signature légalisée
PARIS, le HÔPITAL DE LA PASTILLERIE
TA

Rencontre Amicale des Algériens en Europe et Parti communiste français des Bouches-du-Rhône

Une rencontre entre délégations du P.C.F. et une délégation de l'Amicale des Algériens en Europe a eu lieu le 14 février 1984. Cette rencontre fait suite à une rencontre sur le plan national.

La déclaration commune suivante a été adoptée. Elle a pour thème :

« UN COMBAT COMMUN POUR UNE VIE DIGNE »

Cette rencontre fait suite à une longue tradition de coopération entre les deux organisations.

Elle avait pour objet de faire le point sur les questions de l'immigration en France.

Le voyage officiel du Président Chadli Bendjedid marque un cours nouveau donné aux relations entre nos deux pays depuis mai 1981.

Cela témoigne des possibilités de coopération nouvelle, fondée sur l'indépendance, la non-ingérence et l'avantage mutuel conforme aux intérêts de nos deux peuples.

- Le racisme en tant que délit.

- La dénonciation, les poursuites pénales envers certains patrons trafiquants de main-d'œuvre clandestine.

- L'insertion sociale des jeunes (la formation), le libre choix pour le retour au pays d'origine (grâce aux mesures sociales d'accompagnement).

- Les droits et les devoirs des travailleurs immigrés.

Autant de sujets qui constituent l'enjeu d'une formidable bataille entre les intérêts communs des travailleurs français et immigrés et le patronat soutenu par la droite complice et l'extrême droite.

L'intérêt commun est démontré manifestement du fait que, durant des décennies, travailleurs français et immigrés ont réalisé concrètement les richesses de la France : bâtiment, travaux publics, automobile, etc... généralement les travaux les plus insalubres, dangereux, mal payés. Français et immigrés sous-qualifiés, ont réalisé les

énormes profits que le patronat n'a pas réinvesti en temps utile dans la modernisation du matériel, ainsi que pour la formation des hommes.

Aujourd'hui, les prétextes invoqués, justifiant des licenciements massifs de travailleurs français et immigrés sont inacceptables.

L'Amicale des Algériens en Europe et le Parti communiste français des Bouches-du-Rhône soulignent le caractère odieux des campagnes racistes de la droite et de l'extrême droite qui, en France, pour des raisons politiques évidentes suscitent, particulièrement depuis les élections municipales de Mars 1983, un climat de haine et de violence, climat entretenu quotidiennement par une certaine presse.

A la lumière d'actes criminels répétés, on mesure où peut conduire cette campagne fascisante et aussi les mesures efficaces contre ces délits que la gauche, pour réussir, doit prendre sans faiblesse.

Dans l'action contre le racisme, l'école et les grands moyens d'information et de communication, telle la télévision, devraient jouer un rôle important : contrairement au spectacle lamentable auquel la chaîne « Antenne 2 » s'est livrée, permettant la diffusion de propos insultants, dangereux.

Avec la plus grande force, nous nous élevons contre le fait de permettre à Jean-Marie Le Pen de se dissimuler sous le masque de démocrate afin de répandre ra-

cisme, xénophobie, appel à la haine.

La chaîne « Antenne 2 » vient de permettre une nouvelle escalade en exhibant, par Le Pen interposé, des propos les plus dangereux, révoltants où tout droits de réponse n'est que pure forme.

Le Pen fait l'apologie de l'impérialisme, regrette que la France ne soit plus colonialiste. Il est révoltant de comparer l'invasion allemande de 1914-1940 à celle que serait aujourd'hui les travailleurs immigrés.

A ces propos ignobles, nous rappelons :

En 1914 comme en 1940, deux guerres, deux générations. Les ressortissants des pays colonisés alors par la France ont participé, souvent aux postes les plus avancés. Souvent, ils ont eux aussi, aux côtés des jeunes Français, perdu leur vie de 20 ans, afin de repousser l'envahisseur nazi.

Ils étaient les aînés de ceux qui aujourd'hui sont les immigrés ; les immigrés dont le patronat, après les avoir fait venir, les a le plus

exploité. Le Pen, lui, se classe parmi les « nationaux », fait à toutes occasions l'apologie du nazisme, de l'hitlérisme, étale son rôle peu glorieux qu'il a joué durant la guerre pour l'indépendance de l'Algérie.

Avec la complaisance des grands médias, ce qui est inadmissible, Jean Marie Le Pen, au service du patronat, de la droite, utilise cette vieille formule artificielle, haineuse qu'est le racisme. Il le fait afin de détourner de la lutte ceux qui affrontent les vrais problèmes, proposent les solutions.

Les travailleurs français et immigrés doivent rejeter le piège du racisme, de la division.

Par leurs propositions et leurs actions, le Parti communiste français et l'Amicale des Algériens en Europe contribueront, aux côtés des travailleurs français et immigrés, dans le combat pour une vie digne, rejetant ce qui divise, respectant les différences, unissant les volontés pour vivre, réussir ensemble.

Marseille, le 15 février 1984

Dans l'Essonne

Réunion de travail et de concertation A.A.E. - C.G.T.

Une réunion de travail a réuni les représentants de l'Amicale et de la CGT à Melun. Elle avait pour objet de renforcer les contacts entre le comité local de l'Amicale et l'union locale de la CGT au niveau de l'Essonne, en tout ce qui concerne les problèmes qui touchent la communauté algérienne dans ce département, à savoir : le problème du chômage, les licen-

ciements, les expulsions, la formation professionnelle et le climat malsain qui règne dans les cités et les foyers de la Sonacotra où résident des membres de notre communauté.

A cet effet, l'Amicale et la CGT se sont mis d'accord pour se rencontrer chaque fois qu'un problème se pose.

C. P.

BILLET : responsabilité collective ?

Cédant « aux injonctions de cinq conseillers municipaux de l'opposition », le maire communiste de La Ricamarie (Loire), M. Montagnon, a organisé récemment un débat public sur le thème de la sécurité et, en compagnie d'autres élus de son parti, participé à une manifestation sur le même thème devant la préfecture de la Loire, à Saint-Etienne.

C'est du moins ce qu'a rapporté « Le Figaro » daté du 29 février 1984.

Au cours du débat public, M. Montagnon a notamment déclaré, en parlant de la sécurité : « Si toutes les communautés (La Ricamarie compte une forte immigration) ont les mêmes droits, elles ont aussi les mêmes devoirs ». On ne peut qu'approuver. De même qu'on ne peut que saluer le souci d'un maire de lutter contre la délinquance : c'est son rôle, son devoir.

Mais quand cet élu poursuit à propos de ces « communautés » : « Des mesures doivent être prises au niveau de la justice, y compris l'expulsion des familles de récidivistes dangereux », on ne peut que rester ébahi.

Que l'on poursuive et condamne des délinquants, c'est dans la nature des choses. Mais que l'on mette au ban de la société des familles entières sous le seul prétexte qu'elles ont eu la malchance de compter un délinquant ou supposé délinquant, c'est éfarant. C'est introduire dans le droit une notion nouvelle qui n'a été mise en pratique que lors des périodes d'exception : la responsabilité collective.

Sans compter les conséquences indirectes de ce genre de discours, dont la pire est de conforter les thèses d'une certaine droite qui fait tout pour présenter tous les immigrés comme des délinquants en puissance.

Il est des déclarations qui sont plus meurtrières que des armes. Que la gauche n'emprunte pas le discours de certains. Elle y perdrait son âme.

Un fonctionnaire du service des étrangers de Lyon condamné

Fonctionnaire de police au service des étrangers de Lyon, Marc Christian Liatoud « rackettait » systématiquement les étrangers dont il devait renouveler les papiers et titres de séjour. Des hommes il exigeait de l'argent. Aux femmes, ils faisaient des propositions sans équivoque. On dit que plusieurs d'entre elles auraient ainsi été contraintes de le suivre dans un petit hôtel proche du service. Pas de « bakchichs », pas de papier.

Le 14 octobre dernier, M. Hamida Bousina en faisait l'amère expérience. Mais, à la différence de la plupart de ceux (nombreux) qui avaient accepté sans rechigner de glisser un billet dans les papiers qu'ils remettaient à Liatoud, M. Bousina alla déposer plainte au commissariat. Conséquence : Marc Christian Liatoud vient de passer devant le tribunal correctionnel sous la double inculpation de concussion et de corruption.

48 personnes sont venues témoigner à charge... Ce qui n'a pas empêché le prévenu d'expliquer, avec une assurance stupéfiante, qu'il n'avait jamais demandé d'argent.

Pourtant, M. Liatoud avait été pris en flagrant délit — en effet, après la plainte de M. Bousina, des enquêteurs de la sûreté urbaine lui tendirent un piège au cours duquel le fonctionnaire corrompu empocha sous leurs yeux un billet de 500 F qu'eux-mêmes avaient glissé dans le passeport de M. Bousina.

Le substitut du procureur devait requérir une peine de 2 ans d'emprisonnement en partie assortis de sursis et de 20 000 francs d'amende.

Le tribunal opta pour 4 ans de prison, dont 3 ans et 4 mois avec sursis et mise à l'épreuve.

AUTOMOBILE

L'attente...

Dans l'ensemble, la majorité des secteurs de l'activité économique sont durement touchés par la crise mais c'est particulièrement net pour la branche automobile qui exprime les ultimes soubresauts dont l'industrie du pays d'accueil est agitée.

D'aucuns croyaient, et fermement d'ailleurs, qu'au lendemain des secousses de 1973-1974, l'automobile allait connaître un regain de « bonne santé ». Et s'il y eut, certes, un léger mieux pendant quelques années, force est de se rendre compte aujourd'hui que le mal a évolué en profondeur.

Actuellement, l'avenir du secteur est sérieusement menacé par la saturation, d'une part, et par une sévère concurrence des principaux nouveaux venus, les producteurs japonais. La plupart des marchés se bloquent les uns après les autres et, compte tenu des revendications de plus en plus fortes des travailleurs qui contestent l'organisation du travail à la chaîne, il n'est pas permis de croire à une évolution positive.

La solution est-elle seulement dans la mutation technologique que tout le monde présente maintenant comme le remède miracle à tous les maux dont souffrent toutes les industries ? Ce n'est pas aussi simple.

L'affaire Talbot-Poissy a mis en exergue le rôle et la place de la main d'œuvre étrangère dans le secteur de l'industrie automobile. Jusque-là, on ne peut pas dire que les responsables tant du côté patronal que syndical se préoccupaient outre mesure du devenir de cette catégorie de salariés en cas de

mise en œuvre de la politique de restructuration.

Jusqu'en 1973, le recrutement des travailleurs étrangers dans les usines de Poissy, Billancourt, Vénissieux etc. n'a cessé d'augmenter de façon spectaculaire, surtout que la main d'œuvre locale refusait des emplois le plus souvent peu qualifiés et très médiocrement rémunérés. Il a fallu l'arrêt de l'immigration en 1973-74 pour que cette progression prenne fin, mais depuis, le secteur de l'industrie automobile en ce qui concerne l'emploi des travailleurs étrangers vient en deuxième position derrière celui du bâtiment.

Fait encore plus significatif, on observe une nette diminution d'activité à partir de 1975 (25 % contre 27,2 % en 1973). Ainsi, chez Citroën par exemple, la proportion d'étrangers est passée de 23,4 % en 1966 à 31,2 % en 1973 puis 27,9 % en 1975.

Etant donné la politique d'exploitation systématique menée par les entreprises, le recours de plus en plus important à la main d'œuvre étrangère se « justifiait » tant que les marchés étaient en pleine expansion et qu'à de très faibles rémunérations correspondaient de très importants bénéfices. Dès lors que la production a commencé à connaître un frein de plus en plus sec, la même politique pousse à un renvoi des étrangers dans leur pays d'origine, sans autre forme de procès. D'où la récente mise en œuvre d'un certain nombre de plans « d'aide au retour »...

A Poissy, la Direction de Peugeot-Talbot commence par 1 905 licenciements (au lieu des

2 905 réclamés aux pouvoirs publics). La vive réaction des intéressés, et au premier plan des immigrés qui sont les cibles directes du processus de restructuration, a quelque peu désarçonné le patronat, les syndicats et le gouvernement. Dans un contexte socio-politique caractérisé par un renouveau du racisme et de la xénophobie en tant que programme d'action, les événements de Poissy ont positionné les pouvoirs publics et même les syndicats qui, a priori, étaient censés défendre leurs adhérents aux côtés des extrémistes du Front National, et à un degré moindre, de la Droite traditionnelle.

Peu de temps après, la même direction (Peugeot S.A.) annonçait un vaste programme de mise en pré-retraite, et de suppressions d'emploi dans ses usines, notamment à Sochaux. Environ 7 500 licenciements déguisés sont donc recherchés par l'entreprise qui n'hésite pas en même temps à investir de très fortes sommes dans d'autres pays (l'Espagne par exemple) et à réclamer aux pouvoirs publics des prêts exorbitants. Puis, ce fut le tour de Citroën qui publiait un communiqué dans lequel Jacques CALVET, son PDG, annonçait 3 500 départs en retraite anticipée et réclamait 4 500 suppressions d'emploi.

Enfin, le 24 février, la Régie Renault divulguait ses exigences : 7 250 suppressions d'emploi pour l'année en cours réparties de la façon suivante : 3 750 à Vénissieux dont 1 750 en pré-retraite, 3 500 autres à Billancourt. Et d'affirmer qu'il ne s'agit là que d'une première étape dans le programme de restructuration.

Tout cela revêt une signification majeure. A l'heure actuelle, la politique générale, que ce soit au niveau des pouvoirs publics, du patronat ou des syndicats, se caractérise par une unanimité quant au retour des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine. De

même, si le patronat conserve un silence éloquent à propos des mesures d'accompagnement et si les pouvoirs publics, poussés sans trop de détermination par les centrales syndicales, parlent de la nécessité d'un programme clair en la matière, il semble bien que les travailleurs immigrés n'aient plus qu'une solution et une seule : prendre en mains la défense de leurs intérêts et négocier directement le respect et la sauvegarde de tous leurs droits si chèrement acquis en dix, quinze ou vingt ans de dur labeur. Cela, les ouvriers de Poissy l'ont déjà compris et démontré.

En outre, et dans la mesure où il ne saurait y avoir de démarche unilatérale, il conviendrait que les départs — eu égard à leur caractère massif — soient préalablement négociés avec les pays d'origine dans un cadre de coopération responsable. Au cas contraire, il est évident que les relations entre le pays d'accueil des communautés étrangères et les pays d'origine se ressentiront d'un choix à la fois unilatéral et arbitraire quant à ses implications.

Fort heureusement, l'Algérie a les moyens et entend bien réintégrer ses enfants dans le gigantesque effort de développement national qu'elle conduit depuis presque vingt ans. Rien que dans le secteur du bâtiment où des investissements énormes ont été faits, il est possible d'ores et déjà de prendre en charge tous ceux qui le souhaitent. Mais seulement ceux qui le souhaitent et il nous paraît évident, compte tenu des accords et des déclarations maintes et maintes fois réitérés entre les deux gouvernements, que le caractère VOLONTAIRE du Retour doit demeurer une condition sine qua non du devenir de notre communauté en France.

C'est en cela que nous nous montrerons le plus attentif... ■

A. C.

INSERTION DES POPULATIONS IMMIGREES

Installation de la commission d'Ile-de-France

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, a procédé, le 22 février dernier, à l'installation officielle de la Commission Régionale d'Ile-de-France pour l'insertion des populations immigrées. Deux jours auparavant, elle avait installé la première Commission à Lyon.

La Commission Régionale de l'Ile-de-France, présidée par le Commissaire de la République de la Région, M. Lucien Vochel, comprend des représentants des immigrés et des différents syndicats, des élus locaux ainsi que des fonctionnaires des administrations régionales et départementales. Créée dans le cadre de la déconcentration et de la démocratisation du Fonds d'Action Sociale (FAS), elle a pour mission d'assurer dans la Région l'insertion des travailleurs

immigrés et de leurs familles dans les domaines du logement, de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'emploi et de la culture.

Le FAS est un élément important de l'action de la Commission Régionale. Mme Dufoix a rappelé à ce sujet qu'il avait d'importants moyens financiers (près d'un mil-

liard de francs) qui lui ont permis, en deux ans, d'augmenter de 50 % le champ de ses interventions. « Il reste beaucoup à faire et le gouvernement a augmenté ces moyens de 11,5 % en 1984 », a-t-elle annoncé avant de préciser que pour la Région de l'Ile-de-France (où demeurent 36 % des immigrés), les moyens du FAS augmen-

teront de 21 % en 1984 pour représenter une enveloppe de 113,7 millions de francs.

Le Commissaire de la République pour la Région de l'Ile-de-France a précisé pour sa part que chaque année, la Commission devra se prononcer sur le programme d'insertion sociale des populations immigrées qu'il lui soumettra et déterminera, « dans certaines conditions fixées par le conseil d'administration du FAS », le programme régional des actions financées par cet organisme.

M. A.

L'IMMIGRATION ET L'ECOLE

Un colloque organisé par le parti socialiste français

L'accueil des autres cultures dans le système éducatif français, la perception de la société française par les enfants nés de parents migrants, et l'apport de leur culture d'origine à la société française. Trois thèmes autour desquels les militants et responsables du parti socialiste français ont organisé un colloque les 3 et 4 mars à Montbéliard, dans le Doubs. Objectif de ce colloque : « vaincre les idées

reçues et qui sont fausses », a précisé le délégué national du PS à l'éducation, M. Jean-Louis Piednoir. Des experts du ministère français de l'Éducation nationale, de la Justice et de la Famille et des Travailleurs immigrés ont été invités à participer aux travaux.

Participation qui, espéraient les organisateurs, permettraient de répertorier les expériences intéres-

santes menées dans le domaine de l'éducation, afin de les généraliser pour éviter « la marginalisation de ces jeunes » dans la culture française. Marginalisation qui, estiment-ils, pourrait devenir « le fléau de notre société ».

Nous reviendrons dans nos prochaines éditions sur la table ronde organisée à l'issue des travaux et sur la synthèse et propositions qui ont été retenues.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE
INSTITUT NATIONAL D'ÉLECTRICITÉ ET D'ÉLECTRONIQUE
INELEC, BOUMERDES (ALGER)

Jeunes gens et jeunes filles

L'INELEC vous offre une formation dans les spécialités suivantes :

TECHNICIENS SUPÉRIEURS (2.1/2 ans)

Électronique Industrielle
Électronique Digitale
Électrotechnique
Communications

INGÉNIEURS (5 ans)

Électronique
Électrotechnique
Communications
Contrôle
Ordinateurs

LANGUE D'ENSEIGNEMENT : ANGLAIS

CONDITIONS DE PARTICIPATION AU CONCOURS D'ENTRÉE

Techniciens Supérieurs

-- 21 ans maximum

-- Tous les candidats ayant suivi la troisième (3^e) année secondaire, séries scientifiques et techniques.

Ingénieurs

-- 21 ans maximum

-- Tous les titulaires du baccalauréat, séries scientifiques, mathématiques et techniques.

LES TESTS DE SÉLECTION ONT LIEU UNE FOIS PAR ANNÉE SCOLAIRE ET COMPRENNENT LES ÉPREUVES SUIVANTES

Mathématiques
Physique
Test Psychotechnique.

Les tests sont administrés en langue nationale ou en français, au choix des candidats.

AVANTAGES

Présalaire, internat libre

CONSTITUTION DU DOSSIER

Demande d'inscription
Extrait d'acte de naissance ou fiche individuelle
Quatre (4) photos d'identité récentes avec nom au verso
Quatre (4) enveloppes timbrées et lisiblement libellées à l'adresse du candidat
Un (1) certificat de scolarité ou copie certifiée conforme du diplôme
Relevés de notes du dernier semestre ou de la dernière année d'études.

CENTRES D'EXAMEN

Alger, Oran, Constantine

*Pour tous renseignements complémentaires, écrire à :
Service Admissions, INELEC - Boumerdès, Alger.*

— La vie des régions —

REGION DE PARIS

Célébration de la journée du 24 février

A l'occasion de la célébration de la journée du 24 février, la Région de Paris a connu, durant le week-end du 25 au 26 février, une grande activité, notamment à Tours, Paris et en Seine-St-Denis.

Samedi 25 février, à Tours, dans la salle Pierre Curie de St-Pierre des Corps, une réunion d'information, réunissant plusieurs dizaines de compatriotes, s'est déroulée en présence du consul général d'Algérie à Paris, du délégué régional adjoint et du responsable du département Orléans-Tours de l'Amicale.

L'objet de cette rencontre était de débattre des problèmes que connaît notre communauté dans la région ; à savoir : le chômage, les licenciements, le racisme et, le plus aigu, le problème de la jeunesse.

Le consul général a également profité de l'occasion pour informer plus précisément nos compatriotes

sur les modalités de délivrance des divers documents par les services consulaires, (les demandes de lots de terrain à bâtir et de logements ; passeports, etc.).

Des nombreuses interventions des participants, il ressort que nos travailleurs sont de plus en plus conscients des effets néfastes de la crise dont ils sont les premières et principales victimes. Cette prise de conscience ne fait qu'accroître leur désir de retourner dans leur pays.

« C'est en Algérie que notre avenir se trouve » devaient conclure les responsables présents à cette réunion.

A Paris et à Bondy, en Seine-St-Denis, la double commémoration

de la création de l'U.G.T.A. et de la nationalisation des hydrocarbures a été marquée par deux rencontres de football. L'une opposé les jeunes du 15^e arrondissement à ceux du département de Montreuil.

Le match s'est terminé sur le score de 10 à 2 au profit de la jeune et dynamique équipe du 15^e arr.

La deuxième rencontre a opposé les équipes de St-Denis et de Bondy. Celle-ci a infligé une défaite sévère (3 buts à 0) à l'équipe de St-Denis.

Il est à signaler que ces rencontres se sont déroulées dans un esprit de camaraderie où l'esprit sportif fut dominant.

Le dimanche 26, au siège de la région, 13, bd Rochechouart à Paris, une projection du film « La Zerda » a regroupé une centaine de jeunes et de militants de toute la région.

Avant la projection du film, des membres du bureau régional de la commission syndicale ont rappelé le sens du double anniversaire fêté

le 24 février. L'une des interventions a été consacrée à un bref historique sur la naissance de l'U.G.T.A. et la participation des travailleurs à la lutte de libération nationale et, aujourd'hui, à l'édification d'une société socialiste en Algérie.

Une autre a porté sur la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, événement majeur allant dans le sens de l'indépendance et de l'affirmation de la souveraineté nationale. S'il y a des enseignements à tirer de cette rencontre, il faut souligner qu'elle a permis un dialogue entre jeunes et moins jeunes sur la commémoration elle-même, et la nécessité de se regrouper sans a priori pour mieux faire face à l'adversité.

Enfin, à Montreuil, la projection du film « Les Hors la loi » a été suivie par une nombreuse assistance. Là aussi, les jeunes qui ont vu le film ont activement participé aux débats et n'ont pas manqué de poser des questions importantes.

C. P.



Les équipes de Montreuil (ci-contre) et de Paris 15^e (en haut)

REGION NORD

Création d'une association de commerçants à Creil

sous l'égide de l'Amicale

Une association de commerçants algériens placée sous l'égide de l'Amicale a vu le jour le 21 février dernier à Creil, dans le département de l'Oise. De nombreux commerçants et artisans étaient présents à cette occasion au siège de l'A.A.E. (secteur Creil). Ont tenu également à assister à cet événement, le délégué régional de l'Amicale (région Nord), M. Mohamed Izza, plusieurs membres régionaux et départementaux, ainsi que le consul d'Algérie à Pontoise, M. Abderazak Chabou.

La naissance de cette association est un acte de rapprochement et de solidarité de notre communauté en

France, qui souffre trop souvent de l'isolement. Ainsi, non seulement les commerçants et les artisans se sont unis pour une grande solidarité, mais encore ils ont rejoint la grande famille qu'est notre communauté, sous l'égide de l'Amicale qui constitue l'élément de défense de ses intérêts en France et le trait d'union indispensable avec le pays.

Nul doute que la création d'une telle association permettra aux commerçants et artisans algériens du Nord de la France de participer pleinement à la vie de notre communauté et à l'amélioration de ses conditions de vie.

Composition du bureau de l'association :

- **Président** : Ahmed Chichane
- **Adjoint** : Abdenour Adjert
- **Chargé des relations extérieures** : Mohamed Ouzouir
- **Chargé de l'information** : Hafid Toubache
- **Trésorier** : Rabah Manseur
- **Chargé de la jeunesse et des sports** : Boudjemâa Benmabrouk
- **Chargé des affaires sociales** : Mohamed Benaoune
- **Chargé de l'animation culturelle** : Mustapha Djelali.

Rouen

APPEL A LA JEUNESSE ALGERIENNE

Toi qui as des projets, des propositions, toi qui veux t'exprimer, t'affirmer, t'informer, toi qui n'as pas eu la possibilité de concrétiser tes aspirations.

Viens vite,

Aujourd'hui plus que jamais, notre JEUNESSE EMIGREE, ressent le besoin pressant d'une UNION FORTE ET VOLONTAIRE.

A cet effet, un LOCAL vient d'être ouvert pour les JEUNES par les JEUNES au 30, Rue du Lieu de Santé à ROUEN.

A court terme, et selon la disposition et la disponibilité des jeunes, il y aura création :

- d'un groupe théâtral et musical,
- d'un club vidéo,
- d'une bibliothèque, jeux de société, etc...
- d'équipes de différentes disciplines sportives,

** et surtout de cours d'arabe pour adultes.

Toutes les propositions seront étudiées et le meilleur accueil sera réservé à chacun.

VENEZ NOMBREUX

Une réunion regroupant les jeunes et leurs parents a été organisée le dimanche 4 mars au siège de Rouen de l'Amicale.

les femmes et les jeunes se mobilisent

Activités féminines

Plusieurs réunions de femmes ont été tenues à travers la région. Animées et dirigées par Mme Ahmouda, elles ont porté sur :

— la préparation de la célébration de la journée Internationale de la femme ;

— la création de petits groupes de femmes pour rendre visite aux malades dans les hôpitaux ;

— le retour définitif au pays qui a été évoqué avec insistance.

Les discussions ont été axées essentiellement sur le devenir de la deuxième génération, la scolarité, la formation professionnelle, la délinquance et le chômage.

La plupart de ces réunions ont été suivies d'une projection de film.

Lyon :

Le département organique de la Côte Rousse a connu une activité intense ces derniers jours. Plusieurs réunions ont eu lieu dans les quartiers et les foyers. Ont eu également lieu des réunions statutaires des instances structurelles.

Ces rencontres, animées par MM. Djeribi et Graidia, ont eu pour ordre du jour :

★ **La sensibilisation politique :**

- L'Amicale : — ce qu'elle est ?
- ses objectifs ?
- adhésions et

réadhésions.

★ **La situation de l'émigration :**

- Présent : racisme - vigilance.
- Avenir : retour individuel et familial.

★ **Les résolutions du V^e Congrès du FLN et, plus particulièrement, celle de politique générale traitant de l'émigration.**

★ **La démocratisation des structures :**

— Pourquoi ? les objectifs à atteindre.

- Les travailleurs
- Les commerçants
- Les syndicalistes
- Les jeunes
- Les femmes
- Les moudjahidine et leur rôle.

★ **La politique du pays d'accueil vis-à-vis de l'émigration : (algérienne - maghrébine).**

★ **Les activités de la jeunesse**

Bourgoin :

Une réunion de plusieurs dizaines de jeunes a eu lieu dans le département organique de Bourgoin. Elle a été animée par M. Bouchedda.

Les thèmes abordés ont été :

— La place des jeunes dans la communauté algérienne ;

— Réflexion sur les résolutions du V^e Congrès du parti du F.L.N. ;

— Discussion autour de la résolution de l'Assemblée générale et des travaux du Conseil de l'UNJA.

Les débats furent très animés et très vifs.

Lyon :

A Neuville, commune relevant du département organique de la Croix-Rousse, s'est tenue une réunion regroupant une quarantaine de jeunes qui ont débattu de leurs problèmes spécifiques et ont élu un bureau de section de sept membres.

C.P.

REGION OUEST

Meeting au Havre

Au Havre, l'Amicale des Algériens en Europe a organisé dimanche 12 février, un grand meeting qui a réuni plus de 450 de nos ressortissants.

Ce rassemblement a été animé par MM. Bouralhi Lakhdar, délégué régional adjoint, Abdelaziz Ali, consul à Rouen, Mekki Hamida, responsable départemental, ainsi que par M. Illoul Amar, chargé de l'information et des relations extérieures.

Les intervenants ont apporté des informations sur différents sujets tels que les problèmes sociaux, les dispositions prises par notre gouvernement pour répondre aux demandes de nos ressortissants, (par exemple le logement, l'achat de terrain pour la construction etc.), des thèmes qui reviennent souvent dans chaque réunion.

M. Bouralhi Lakhdar a apporté des précisions en évoquant les décisions prises par le 5^e congrès (19 au 23 décembre 1983 à Alger) en faveur de la communauté émigrée en Europe, et les efforts que fournit notre gouvernement pour apporter des solutions aux différents problèmes auxquels se heurte notre communauté. Il a également rappelé l'offre de 4 600 postes de formateurs pour les centres de formation professionnelle en Algérie.

Ce meeting a été précédé d'une réunion qui a regroupé l'ensemble des membres du comité départemental du Havre sous la présidence de M. Iloul Amar, chargé de l'information et des Relations extérieures, ainsi que du responsable départemental.

L'actualité de

La conférence nationale sur le développement

La vie politique et économique en Algérie a été dominée la semaine dernière par la conférence nationale sur le développement qui s'est tenue les 28 et 29 février à Alger. Présidée par le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, cette conférence a réuni les hauts responsables du parti, les membres du gouvernement, les membres des conseils de coordination des wilayas, les responsables d'entreprises nationales et régionales, les organisations de masse ainsi que les unions professionnelles.

Intervenant une année avant le terme de l'actuel plan quinquennal, c'est-à-dire à la veille du prochain plan, la conférence nationale a été l'occasion pour les cadres responsables de faire le point — sans complaisance, ainsi que l'a recommandé le président Chadli — sur l'ensemble des secteurs économiques du pays. « Il est évident, devait souligner le chef de l'Etat à l'ouverture de la conférence, que l'évaluation périodique facilite aux structures de l'Etat l'exercice plein et entier de leur mission dans leurs différents champs d'activités, notamment le contrôle, le suivi, la maîtrise de la gestion, la production et la productivité ». « Ainsi donc, a-t-il ajouté, nous pourrions à l'avenir et à la faveur de cette méthode de clarification, situer la responsabilité de chaque gestionnaire et avoir, désormais, une vision claire sur l'économie nationale ». Dans son discours d'orientation, le chef de

l'Etat devait également rappeler la nécessité de l'effort, de la rigueur, de la coordination et de l'esprit du « compter sur soi ».

C'est dans cet esprit que tous les responsables nationaux et régionaux sont intervenus. La décentralisation, la restructuration des entreprises et la maîtrise de la gestion ont dominé les contenus des rapports des directeurs d'entreprises nationales et des responsables de wilayas.

La clôture de la conférence a été marquée par une importante allocution du président Chadli qui a tiré les conclusions des travaux et donné les orientations pour les actions dominantes inscrites pour l'année 1984. Bien que n'ayant pas caché sa satisfaction devant les efforts accomplis, le chef de l'Etat a invité tous les responsables à se mobiliser encore davantage pour de meilleures performances, dans le cadre d'une planification rigoureuse, de la rigueur dans la gestion et de l'assainissement des finances des entreprises. Il a énoncé une série de recommandations, parmi lesquelles l'utilisation rationnelle des moyens humains et matériels, l'appel prioritaire aux capacités nationales de réalisation, l'encouragement du génie national et donc de cadres nationaux, l'adaptation de la formation et de l'éducation aux besoins réels du pays... Le président de la République a par ailleurs fait état de la priorité qui doit être accordée à l'agriculture et à l'hydraulique. ■

Restructuration financière

Le premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, a présidé, le 28 février, la cérémonie de signature des premières conventions de restructuration des entreprises. Huit ministres ont participé à cette cérémonie.

En signant ces conventions, les entreprises intéressées s'engagent à améliorer leur gestion tandis que l'Etat, pour sa part, prend l'engagement soit de rémunérer leurs activités, soit de mettre à leur disposition des fonds nécessaires à l'assainissement de leur situation financière et à la couverture de leurs besoins financiers. Ces

conventions serviront de termes de référence pour le suivi et l'appréciation des efforts de chacun pour le respect des engagements pris.

Au cours de la cérémonie, M. Brahimi a souligné l'importance de l'événement et rappelé l'attachement de la Direction politique à l'achèvement de la restructuration des entreprises.

L'opération de restructuration financière concerne d'ores et déjà près de 150 entreprises. Elle est le prolongement de la restructuration organique examinée récemment en conseil des ministres. ■

• **LE PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN de Tunisie a célébré, le 2 mars, son cinquantenaire. Initialement appelé « Néo-Destour », le PSD a été créé le 2 mars 1934 dans la région de Monastir par le président Bourguiba et ses proches.**

C'est le chef de l'Etat tunisien lui-même qui a présidé les festivités marquant cet anniversaire.

• **M. Mohamed Chérif Messadia,**

membre du bureau politique et responsable du secrétariat permanent du comité central, a représenté l'Algérie à la célébration du cinquantenaire du parti socialiste destourien en Tunisie.

Au terme de la célébration de ce cinquantenaire, M. Messadia, qui conduisait une importante délégation du parti du FLN, a effectué une visite officielle dans le même pays.

8^e ANNIVERSAIRE DE LA RASD

Grande solidarité internationale

Le peuple sahraoui a célébré, le 27 février, le 8^e anniversaire de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD). De grandes manifestations se sont déroulées à cette occasion dans les territoires libérés, démontrant ainsi la mobilisation du peuple sahraoui qui poursuit sans relâche sa lutte pour l'indépendance nationale.

La RASD a été créée dans la nuit du 27 au 28 février à Haouza en territoires libérés, conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et, particulièrement, à la résolution 1514 de l'ONU relative à l'octroi de l'indépendance aux pays colonisés.

qu'au prix d'un sacrifice humain et matériel qui ruine l'économie du pays.

Actuellement, la situation est toujours bloquée par le Maroc qui refuse de se conformer à la résolution du 19^e sommet de l'OUA à Addis Abéba, qui appelait le Maroc et le Front Polisario à des négociations directes et à l'organisation, avant la fin de l'année 1983, d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental. Le peuple sahraoui et ses dirigeants, en responsables conscients, continuent de faire confiance à la plus haute instance africaine pour le règlement du conflit. Dans ce sens, et afin de lui faciliter la tâche, ils se sont abstenus de

La reconnaissance de la RASD par la Mauritanie

Le jour même où la RASD célébrait son 8^e anniversaire, la Mauritanie a décidé de reconnaître officiellement la République Sahraouie. « Je saisis cette occasion pour porter à votre haute connaissance la décision du gouvernement de la République Islamique de Mauritanie de reconnaître de juré à compter de ce jour la République Arabe Sahraouie Démocratique », écrivait le chef de l'Etat mauritanien au président de la RASD.

La Mauritanie s'était retirée du conflit à la suite de l'accord d'août 1979 et a observé, depuis, une politique de neutralité.

« Ce conflit, a encore écrit le chef de l'Etat mauritanien dans son message du 27 février, est par excellence un problème de décolonisation dont la spécificité est de mettre aux prises un peuple qui réclame sa liberté et son indépendance à un pays frère, qui a pris le relais de la puissance colonisatrice ».

Cet acte de la Mauritanie était quelque peu attendu depuis le 28 novembre dernier, date à laquelle le président mauritanien avait dénoncé la non-application de la résolution du 19^e sommet de l'OUA. Nul doute qu'il confortera encore plus le sentiment de justice de la lutte du peuple sahraoui, tout en contribuant à l'édification du Grand Maghreb Arabe Uni. ■

Huit ans ont passé, au cours desquels la République sahraouie s'est affirmée politiquement et diplomatiquement sur la scène internationale: 54 Etats, dont 27 africains, reconnaissent aujourd'hui la RASD qui, par ailleurs, a adhéré, en 1980, à l'Organisation de l'Unité Africaine. A travers le monde entier, des dizaines de partis politiques, de syndicats, d'associations et de mouvements se sont solidarisés avec le peuple sahraoui.

Sur le terrain, l'Armée de Libération Populaire Sahraoui (ALPS) a mené un combat admirable contre les forces d'occupation marocaines, réussissant à libérer une grande partie du territoire sahraoui et à forcer l'armée marocaine — forte d'une centaine de milliers d'hommes — à se cacher derrière un mur dénommé « triangle utile ». On se souvient des fameuses batailles d'El-Ayoune, de Guelta-Zemmour, d'Houaza, de l'Ouarkziz... Le Maroc n'a pu maintenir des positions défensives

participer au 19^e sommet et à la dernière conférence ministérielle de l'OUA. Mais, M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD, avait des raisons de déclarer, le 27 février, que le peuple sahraoui ne consentira plus de sacrifices à l'avenir si des progrès et des efforts constructifs n'étaient pas réalisés avant le 20^e sommet.

La Haute-Volta reconnaît la RASD

Ouagadougou (APS). Le Conseil national de la révolution (CNR) et le gouvernement révolutionnaire voltaïques ont décidé, dimanche 4 mars, de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a indiqué un communiqué officiel.

Le CNR et le gouvernement voltaïques ont également décidé d'apporter à la RASD, leur soutien actif, précisait le communiqué.

CONFLIT IRAN-IRAK Déclaration du porte-parole du ministère des affaires étrangères

Devant l'escalade du conflit irano-irakien, le porte-parole de notre ministère des Affaires étrangères a fait, le 28 février, la déclaration suivante :

« L'Algérie suit avec inquiétude et consternation les graves développements que connaît actuellement le conflit entre les pays frères d'Irak et d'Iran. D'irremplaçables potentialités humaines se perdent ainsi. De précieuses ressources matérielles et, à travers elles, tout le développement économique et les aspirations élevées des deux peuples frères sont sévèrement compromis.

« Les dimensions nouvelles que prend le conflit représentent une escalade qui compromet gravement le combat qui unit le monde musulman dans une relation de solidarité, d'intérêt et d'aspirations.

« Il est dès lors tragique que se perpétue une guerre qui s'inscrit contre tous nos intérêts fondamentaux et que nos moyens et nos forces soient utilisés contre nous-mêmes.

« Il est grand temps qu'aux destructions et aux meurtrissures, se substitue le dialogue pour le rétablissement de la paix et de la concorde, et que tout soit entrepris pour qu'une juste solution politique soit dégagée autant dans l'intérêt supérieur des peuples irakien et irakien que dans celui de la communauté musulmane toute entière.

« C'est ce souci constant, et lui seul, qui préside à l'attitude et aux efforts de l'Algérie.

« C'est pourquoi l'Algérie en appelle avec la dernière ardeur pour que prévale le dialogue en vue de l'entente et de la paix.

« C'est pourquoi, aussi, elle en appelle avec la même ardeur à l'ouverture si impérative de négociations véritables et loyales qui demeurent la voie obligée d'un règlement authentique ».

Rappelons que, depuis le début du conflit, l'Algérie a sans cesse œuvré en faveur d'un dialogue entre l'Irak et l'Iran, afin de mettre fin à la guerre et de chercher une solution négociée. ■

Première coulée d'acier à la fonderie de Tiaret

Le complexe de fonderie de Tiaret a réalisé, le 26 février, sa première coulée d'acier. Ce complexe avait réussi sa première coulée de fonte le 7 mars 1983.

L'industrie lourde algérienne s'est ainsi enrichie d'un important levier de production nationale qui s'inscrit dans la perspective de développement et d'indépendance économique. En effet, le complexe de fonderie de fonte et d'acier de Tiaret est appelé à produire, chaque année, 7 000 tonnes de pièces en acier moulé et 11 000 tonnes de pièces en fonte moulée. Cette production soulagera quelque peu les besoins nationaux établis à 115 000 tonnes pour l'année en cours.

Actuellement, le complexe emploie près d'un millier de travailleurs (il est appelé à en employer 2 000) et va produire des semelles de freins, des lingotières, des pièces pour tracteurs, des contrepoids pour les grues de chantiers, des boulets, des éléments de wagons... La SNTF, la SNMétal, la SNS et la SNMC seront ses clients potentiels.

La mise en chantier du complexe, en collaboration avec la RDA, a été effectuée en 1976. Sa réalisation a coûté 183 milliards de centimes. C'est le troisième grand complexe industriel dans la wilaya de Tiaret, après ceux de la SONITEX (laine) et de la SONACOME (carrosseries et véhicules industriels). ■

Condoléances

— Le président de l'Amicale, les membres du bureau exécutif et du Comité directeur présentent leurs sincères condoléances à M. Setta Khatir, responsable de la Région Est (Nancy), douloureusement frappé par la perte de sa mère.

— Nous avons appris avec une profonde tristesse le décès, à Montbéliard, de Benia Rabah.

Le président et les membres du Bureau exécutif et du comité directeur de l'Amicale adressent leurs sincères condoléances à la famille de ce militant de longue date.

ENTRETIEN AVEC ALI GHANEM

l'étonnant autodidacte

Au lendemain de la restructuration de l'O.N.C.I.C. (Office National pour le Commerce et l'Industrie Cinématographique) décidée par le Conseil des ministres du 15 février 1984, nous avons rencontré Ali Ghanem, cinéaste algérien, résident en France, auteur de trois longs métrages dont le dernier, « Une femme pour mon fils », produit par l'Algérie, connaît un remarquable destin au plan notamment de la fréquentation du public.

★ *Comment devient-on cinéaste dans un pays, la France, où l'on passe sa vie à survivre ?*

— Moi personnellement, je n'ai pas passé ma vie à survivre dans la mesure où j'ai eu la chance exceptionnelle de voir mon rêve aboutir, à savoir faire du cinéma.

A côté de ma pratique cinématographique, j'ai pu écrire et c'est comme ça que j'ai publié deux romans ; donc, c'est un peu, grâce à ma volonté et à un certain acharnement que j'ai pu sortir de ce cycle vicieux de recherches hypothétiques et des quêtes des lendemains.

★ *Entre « Mektoub » et « Une femme pour mon fils », il s'est écrit une page de l'histoire de l'émigration et plus particulièrement, l'histoire du cinéma de l'émigration — Avec cependant, un moment détestable, par un certain « misérabilisme » tant décrié et inhérent à une forme de narration où des films constituent l'exemple...*

— Sans aucune prétention de ma part, je dois à la vérité de dire mon mépris pour un certain nombre de cinéastes spécialisés dans la question de l'émigration. Je dis cela pour rappeler la malhonnêteté de leurs films où le discours politique au premier degré se voulait une leçon en direction du monde ouvrier ; alors que moi, personnellement, issu de la classe ouvrière, je n'ai à aucun moment prétendu tenir ce type de langage. En outre, j'ai été le premier cinéaste algérien à faire avec « Mektoub » un film d'une dimension internationale avec notamment sa programmation « Aux dossiers de l'écran ». Je crois en réalité que si misérabilisme existe, il se trouve du côté de ces pseudo-cinéastes intellectuels... Quant à moi, je continue à travailler et la caravane passe.

Je viens d'avoir la chance de réaliser mon troisième long métrage sur la condition des femmes en Algérie alors que la plupart de ces cinéastes en question ont déjà disparus de la scène.

Isma dans « Une femme pour mon fils ».



Photo : Madeline Artouls

★ *Une femme pour mon fils », ça été d'abord un livre dont tu es l'auteur. Aujourd'hui, c'est un film, dont tu es aussi le réalisateur — Explique — nous ce processus.*

• Après « Mektoub » et « L'Autre France », mon goût pour la lutte dans le champ de l'émigration s'est affirmé et il se trouve que j'ai tellement été écoeuré par, précisément, le comportement de ces cinéastes intellectuels que j'ai pris la décision de changer mon style de cinéma et de vie. C'est comme ça que j'ai proposé le scénario « d'Une femme pour mon fils » à différents directeurs de l'ONCIC qui l'ont refusé. Entre temps, j'ai monté ma propre société et, avec l'avance sur recettes et le concours

de producteurs Belges et Français, je pensais le réaliser.

Ce projet n'a pu aboutir étant donné le coût très élevé de la production. J'ai donc décidé de faire du scénario, d'« Une femme pour mon fils » un roman qui a ainsi vu le jour il y a quelques années. Avec l'arrivée de Mohamed Lakhdar Hamina à la tête de l'ONCIC, « Une femme pour mon fils » a pu enfin voir le jour. Le film connaît un grand succès auprès du public algérien et je pense que le sujet a énormément intéressé les Algériens et plus particulièrement, les femmes.

★ *Et pourquoi « Une femme pour mon fils » ?*

— Pour la bonne raison que je voulais parler de la femme algérienne dans mon troisième film. Pour moi, la page des films politiques, militants et de propagande était tournée. Je trouve qu'il y a quelque part, un manque de sincérité à continuer toujours à exploiter ce type de discours alors que la réalité de l'émigration a pris une tournure différente. Je suis un cinéaste naïf parce que j'aime l'image, le cinéma en tant que rêve. Lorsque j'ai réalisé « Mektoub » et « L'Autre France », je me suis investi totalement parce que je n'étais pas ce que l'on appelle un militant rôdé et politisé. Je parlais avec mon âme et mon cœur de choses que je connaissais pour les avoir vécues et je défiais ces cinéastes gauchistes qui me reprochent mon misérabilisme, de parler du monde ouvrier à ma place, cette place que j'ai connue pour avoir été moi-même ouvrier. Le cinéma militant n'est certes pas donné uniquement à des ouvriers, le cinéma est un art populaire et privilégié.

Il se trouve que je voulais parler de la femme algérienne et il se trouve aussi que c'est un sujet qui a été vécu dans ma famille.

★ *On peut dire que c'est un film sur la femme algérienne ?*

— C'est un film sur la femme algérienne et sur le couple algérien. On peut dire que c'est un film qui parle du quotidien en Algérie, des femmes et des hommes. On peut dire aussi que c'est un film extrêmement sincère dans le sens où il pose un problème délicat. C'est mon point de vue. Je laisse aux spectateurs de juger...

★ *De quel problème délicat, s'agit-il ?*

— Il s'agit des problèmes de couples, de la tradition, de l'évolution de la société et de la femme algérienne. Il s'agit des conflits quotidiens...

★ Dans « Une femme pour mon fils », il y a une autre dimension qui vient s'ajouter à cette complexité et au déchirement du couple, à savoir l'émigration... Le personnage masculin cherche dans tout le film, à repartir en France. Ce n'est pas le cas de tous les couples algériens...

— C'est exact, et pour moi ce personnage occupe dans le film, un espace secondaire. L'homme est montré de telle façon que l'on se pose des questions sur lui. Il n'est ni négatif, ni positif.

J'ai construit mon film effectivement à partir de ce personnage, ce travailleur algérien en France, mais c'est la femme qui porte le film dans la mesure où il se trouve qu'il y a plus de 75 000 travail-

leurs algériens qui sont mariés et qui vivent en France.

Il s'agissait de parler d'un double problème. La déchirure de la séparation et des cas de travailleurs algériens qui décident de se marier au pays pour pouvoir s'installer et qui ne trouvent pas de travail.

L'exemple que j'ai filmé relève certes de la provocation, mais cela a été voulu dans la perspective d'accentuer la solitude des femmes, de ces 75 000 femmes mariées à des immigrés. Cela dit, il est exact que ce n'est pas la vie de toutes les femmes algériennes, et encore moins de tous les couples algériens. Je montre le quotidien des femmes et des hommes algériens dans la société algérienne.

★ A côté de ce quotidien que tu as si bien reflété, ne peut-on voir aussi et surtout, à travers la position de la femme, un exemple de libération de l'homme de son

« Afrique Filmée »

Les cinéastes africains à République Cinéma expliquent leur lutte par l'image pour la sauvegarde du patrimoine culturel contre l'aliénation généralisée...

« L'Afrique filmée » a été durant trois semaines le thème d'une rétrospective au « République Cinéma ».

Plus de trente longs métrage ont été donnés à voir à un public essentiellement habitué aux œuvres « venus d'ailleurs ».

L'Afrique pourtant, ne cesse d'étonner son monde au plan notamment de la production, où le Sénégal avec Sembène Ousmane et la Côte d'Ivoire avec Désiré Ecaré occupent les rôles de pionniers. Malgré les difficultés monstrueuses, le cinéma africain ne cesse de s'enrichir d'œuvres fortes et originales. Désespoir d'une production où le courage des auteurs du point de vue des thèmes, constitue la principale fierté d'un continent en quête d'une identité culturelle mise entre parenthèses par les majors compagnies. Au regard de ce cinéma « confortable », celui du Sénégal, le reste du continent africain possède des films qui « n'ont été ni faciles à faire, ni ne pouvaient se regarder « confortablement ».

Le Forum africain, par la voix de Ouagadougou, met l'accent en particulier sur les problèmes sociaux, économiques. « La majorité des cinéastes africains, note un confrère, ne sont pas prêts à se laisser étouffer par leurs problèmes personnels ou à étaler leurs sentiments sur pellicule. »

Cette volonté de survie et la nécessité de créer, vaille que vaille, explique la force et la richesse d'un cinéma fait de maladroites certes, mais combien prometteur.

L'Afrique surveille son cinéma, découvre son pouvoir et les cinéastes africains progressent en essayant de trouver un langage cinématographique proprement africain. Voyez « Ceddo », de

l'ancêtre Sembène Ousmane, qui trace ainsi le thème et pose le problème de l'authenticité par rapport aux techniques modernes.

« Quand on pose un problème de société, explique Sembène Ousmane, on fait forcément de l'auto-critique, je fais un cinéma — école du soir — Nous devons penser pour nous ; nous critiquer quand il est nécessaire. Les ennemis de l'Afrique ne doivent pas le faire à notre place »

Avec « Xala », je critique la bourgeoisie noire alliée à l'impérialisme. « Ceddo » est sur l'ennemi intérieur, dans la maison qui est prêt à collaborer avec n'importe qui pour nous maintenir en esclavage ».

Med Hondo, cinéaste mauritanien affirme de son côté : « Il ne suffit pas qu'un seul, ou même plusieurs pays, ou qu'une vingtaine de cinéastes produisent quelques films par-ci, par-là, c'est-à-dire dans un rapport approximatif de 1 à 10.000, il s'agit bel et bien d'une véritable dynamique quotidienne de création, qualitative et quantitative pour changer radicalement le rapport des forces entre d'une part, une production — diffusion euro-américaine dominante, et d'autre part, une production diffusion spécifique africaine et arabe dont il nous faut prendre impérativement en main les destinées ».

Les images de ce cinéma africain qui ont défilées durant trois semaines à Paris nous laissent l'image d'une civilisation qui réintègre son histoire. Le cinéma joue le véhicule de la communication de l'histoire de cette civilisation — Les pouvoirs publics africains ont enfin compris le rôle du cinéma dans la fabrication des mentalités des peuples. Et c'est le mot que tous les cinéastes invités à République Cinéma ont présents à l'esprit dans leur lutte à sauvegarder leur patrimoine culturel en danger de l'aliénation généralisée par l'image de l'euro-amérique.

Moulay B.

désir de quitter de nouveau son pays pour l'émigration.

• Je te remercie de ce propos parce qu'il résume mon propos et que c'est la première remarque juste.

Cela me fait plaisir que c'est un journaliste de l'Amicale des Algériens en Europe qui me pose cette question.

Il y a une contradiction voulue dans les propos du film pour provoquer le débat chez le spectateur. Fatiha, le personnage féminin veut vivre avec et à la limite, même, accepter de partir avec lui, dans l'idée de préserver l'élément fondamental de la cellule familiale, à savoir le couple. Si la femme part avec son mari en France, c'est quelque part la garantie de la préservation du lien ombilical.

Par ailleurs, la femme ne s'est mariée que pour avoir sa maison, son indépendance, une vie à elle. Elle s'est mariée pour vivre d'abord dans son pays. Elle a rêvé de tout cela sans compter avec sa belle-mère qui a, comme tu le sais, tout foutu en l'air... D'où l'émigration, une solution, en fin de compte, qui s'impose aux simples gens et aux faibles dans un pays indépendant, souverain, digne et envié... Même si le logement joue le rôle principal dans mon film et dans la réalité.

★ Tu es cinéaste, écrivain ou les deux à la fois ?

— Beaucoup plus metteur en scène qu'écrivain, surtout maintenant que j'accède au stade de professionnel, grâce à mon pays.

L'écriture reste pour moi assez secondaire dans la mesure où elle n'est qu'une expérience littéraire et qu'elle n'est ni une passion, ni une vocation. J'ai écrit deux romans tout à fait par hasard parce qu'ils se trouvent être le centre d'une autobiographie. Je suis un homme perturbé, frustré à l'image de toute une génération.

★ Etre un metteur en scène algérien vivant en Europe, est-ce compatible avec la quête de son identité dans un environnement hostile ?

— Je reste profondément un metteur en scène algérien, avec mes difficultés de vivre et de réaliser mes projets. Dieu merci, je m'en suis toujours sorti dans un pays horrible du point de vue de l'expression de son identité. On ne nous fait point de cadeau — Et de cela, les gens ne se rendent pas compte. Ma seule satisfaction, c'est de m'être rehaussé par mon travail. Au plan professionnel, n'en déplaise à tous ces défaitistes qui m'accusent d'avoir fait du « misérabilisme ». Je suis conscient de l'enjeu et j'accuse ces pauvres « mecs » qui se prétendent « intellos » alors qu'ils passent leurs temps à critiquer leur pays pour faire le jeu de la réaction, des aigris et de ceux qui n'ont rien compris. Il m'est arrivé, de parler de choses qui ne marchent pas dans mon pays, mais j'ai pris l'allure d'un Algérien conscient et responsable en le disant à l'intérieur de mon pays, c'est cela l'identité... Propos recueillis par

Moulay BRAHIMI

— Nos lecteurs nous écrivent —

Réaliser le désir des jeunes

Dans votre compte rendu sur l'assemblée générale de Paris (semaine n° 72), vous avez intitulé votre article : « Notre jeunesse, un formidable capital ».

Oui, la jeunesse algérienne émigrée est un formidable capital pour l'avenir de notre pays et de notre organisation, l'Amicale des Algériens en Europe. Je ne vous apprends sans doute rien de nouveau en vous disant que cette jeunesse est délaissée ou récupérée (quand ils en ont besoin) par les organismes sociaux et éducatifs du pays d'accueil.

Or, avec une organisation structurée comme l'A.A.E. et, bien sûr, un peu plus de volonté (confiance aux jeunes, décentralisation des moyens culturels et matériels, etc.) nous arriverons à capter et à réali-

ser le désir de cette jeunesse qui est, j'en suis sûr, de retrouver son identité culturelle. Car, je tiens à le dire et je ne suis certainement pas le premier, la majorité de la jeunesse algérienne émigrée est en train de basculer (si ce n'est déjà fait) dans un environnement culturel contraire à celui de notre civilisation. Comme chacun sait, notre avenir se trouve de l'autre côté de la Méditerranée et, avec la flambée du racisme qui sévit en France, il est du devoir de notre organisation de faire un effort maximum en direction des jeunes pour les soustraire aux tentatives d'aliénation dans un environnement culturel qui les rejette ailleurs.

Kali Bouzid
Militant A.A.E.
Saint-Chamond

Avis de Recherche

M. Chérif Aziz, né le 1^{er} avril 1960 à Batna, fils de Chérif Brahim et de Bouachama Farida, est prié de donner de ses nouvelles à son oncle Louardi Messaibia demeurant 1, place Georges Braque — 93120 — La Courneuve.

Dernière adresse de M. Chérif Aziz connue : la Rochelle.

Lisez
et faites lire
La Semaine
de l'émigration

Quand le cinéma mobilise contre le racisme...



Un plan du film « Ceddo » d'Ousmane Sembène

Une vingtaine de lieux de projections quadrillant le département 94 ; une liste longue de quelque 24 titres ; la troisième édition des journées cinématographiques du Val-de-Marne n'a pas lésiné pour promouvoir les films venus d'Afrique.

★ Val-de-Marne. Les journées cinématographiques se suivent et... rassemblent. C'est là une tradition que la troisième édition de ces journées ne démentira sans doute pas, tant il est vrai que par le passé les précédentes éditions donnèrent lieu à des moments exceptionnels où fleurirent rencontres, échanges et dialogue.

Le cru 84 nous propose, du 13 au 27 mars courant, d'orienter notre « œil vers... l'Afrique noire », en proposant à tous les cinéphiles du département l'occasion de découvrir le continent africain à travers de multiples œuvres filmiques signées par des Africains.

Placés sous l'égide du Conseil général du Val-de-Marne et du Mrap, ces journées se veulent avant tout un carrefour d'échanges d'idées, de découvertes réciproques et d'enrichissement mutuel.

★ Trois « césars » pour « le bal », coproduit par l'ONCIC (Algérie), Cinéproductions SA-Film A2 (France) et Mass film (Italie) ; ce fut une bien belle soirée pour Ettore Scola, le réalisateur du film, l'autre semaine à Paris. Trois « Césars » récompensant le réalisateur, le film (ex aequo avec « A nos amours » de Maurice Pialat) et la musique (signée par Vladimir Cosma), « le bal » est bien parti.

Ce film tiré d'une pièce de théâtre jouée par le théâtre du Campagnol relate les événements qui ont marqué la vie politique en France de 1936 à 1983. Il représentera l'Algérie aux « Oscars » 84 qui seront décernés à Hollywood le mois prochain.

Démarche louable qui, au-delà de la dynamique de la rencontre avec l'Autre, l'Etranger, veut faire découvrir au public français des films peu connus, parce que peut-être ne s'insérant pas dans le marché cinématographique régi par l'impitoyable loi de « l'offre et la demande »

Il y aura sans doute beaucoup d'effort à faire, de la part de certains spectateurs, pour ne pas regarder le monde à travers la seule lorgnette aux contours hexagonaux.

C'est un pari que prennent ces journées que d'essayer d'ouvrir le champ de vision dans une approche plus large du monde ; et par conséquent plus fraternelle.

L.A. ■

Pour tout renseignement s'adresser à Cinéma La Lucarne 100, rue Juliette-Savar 94000 Créteil. Tél. : 377.50.56.

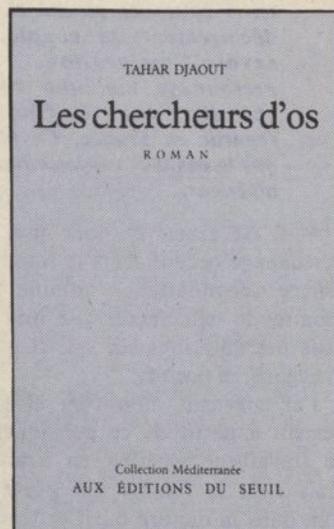
Exposition

L'exposition de peinture qui s'est déroulée l'autre jeudi au Centre culturel algérien à Paris a drainé beaucoup de monde. Il faut dire que les tableaux d'Aksouh procèdent d'une originalité qui a fait l'unanimité chez le public. Classés en plusieurs périodes les tableaux ne s'inscrivent pas moins dans une continuité picturale où prédomine la couleur cendrée sans doute pour donner beaucoup plus de vigueur aux quelques rares couleurs vives qui parsèment les tableaux. Une exposition à voir au Centre algérien, 171, rue de la Croix Nivert, Paris (métro Boucicault).

« LES CHERCHEURS D'OS »

de Tahar DJAOUT

Quand vivants sont les morts...



Fascinante approche que cette longue marche dans la montagne et dans la ville d'un adolescent et de son vieux compagnon en quête des restes sacrés de leurs martyrs.

En partant sur cette obstinée entreprise, Tahar DJAOUT a construit un texte d'abord étonnant, puis surprenant et en définitive particulièrement bouleversant. En 1962, les habitants d'un petit village de grande kabylie s'entendent pour envoyer des « chercheurs » qui devront ramener les dépouilles des combattants, « tombés un peu partout au cours de la guerre de libération » afin de les réenterrer chez eux. A priori, une noble mission.

Un jeune adolescent s'en va donc, escorté d'un vieux parent, Rabah Ouali, par monts et par vaux, suivant les traces d'un frère aîné, dont le seul souvenir témoigne qu'il avait toujours été taciturne, sombre et rêveur à l'excès, et qu'il n'avait pas le grand désir de vivre et de mourir en ce hameau stérile.

COMBIEN DE MORTS !

Et là, quelles images extraordinaires, quelles fulgurantes sentences et quelle atmosphère ! De page en page, on se sent à la fois captivé et embourbé dans cet élan du cœur et du corps, vivant avec les personnages leur fatigue et leur émotion, leur soliloque et leur déception, porté par l'envie de s'arracher à la question permanente quand la question va jusqu'à la dernière ligne : « combien de morts, au fait, rentreront demain au village ? Je suis certain que le plus mort d'entre nous n'est pas le squelette de mon frère qui cliquette dans le sac avec une allégresse non feinte. L'âne, constant dans ses efforts et ses braiments, est peut-être le seul être vivant que notre convoi ramène. »

Tahar DJAOUT nous a déjà livré de belles pages. Ici, on va avec lui encore plus loin, dans une sorte de transe autoconstruite, escorté de la seule rumeur d'un vent au scepticisme glacé, noyé dans d'obscures rumeurs et d'opâques îlots où les nus et les morts se

contemplant avec angoisse, leur haine aussi ardente qu'un soleil au mois d'août. Mais qu'est-ce que cette contrée dont Dieu paraît absent et que font donc ici les saints qui « sont pourtant légion : Sidi M'Hamed et ses deux fils, Sidi Abbou né au Vème siècle, Sidi Mahrez à la ceinture dorée, Sidi Yahia, gardien des côtes. Des gardiens d'une « bienséance oppressive... »

UN SILENCE BUTÉ

Dans cet univers écrasé par la chaleur de l'été, malgré une lointaine senteur marine, c'est donc à la recherche d'eux-mêmes que sont partis ces villageois. « Les morts, les pauvres morts ont de grandes douleurs » disait l'auteur des fleurs du Mal. Quand il était parti, le frère du jeune narrateur avait embrassé l'éternité. Et voilà qu'on décide de l'enterrer une seconde fois — « et plus profondément encore — ».

Les voilà donc, les martyrs, qui s'en reviennent là, plus captifs que jamais, les os solidement liés » dans un univers dont rien ne dit qu'ils l'ont vraiment aimé. Mais la volonté des familles est « plus malfaisante que toutes les légions de l'enfer ! La famille vous harcèle de votre vivant, multiplie les entraves et les bâillons et, une fois qu'elle vous a poussé vers la tombe, elle s'arroge des droits draconniens sur votre squelette. »

Ainsi parlait le pauvre mort. Triste leçon qu'en ce sang si généreusement répandu sur la terre, la vaste et généreuse terre des ancêtres enfin libérée de tous les jougs et de tous les carcans et de toutes les misères, il faille encore et toujours s'en retourner là-bas, oui là-bas, dans ce village qui « oppose toujours le même silence au désarroi de ceux qui questionnent, un silence buté et séculaire qui meurtrit les blessures... »

Azzédine CHABANE

« Les chercheurs d'os » de Tahar DJAOUT (Editions du Seuil) février 1984. 154 pages. 59 F

Conférence

Conférence de Nourredine Aba au Centre Culturel Algérien

« littérature algérienne d'expression française : passé, présent et devenir »

Le Mardi 28 Février à 18 h 30, le Centre Culturel Algérien a reçu M. Nourredine Aba qui a tenu une conférence sur le thème : « Littérature algérienne d'expression française, Passé, Présent et Devenir ».

M. Aba qui fit ses débuts comme Journaliste, devait se révéler être un homme de lettres qui ne s'enferme pas dans un seul genre. En effet, il écrivit aussi bien des pièces de théâtre que des poèmes, des



Nourredine Aba

Maamar Boukerrou



contes pour enfants, des recueils... Toutes ces œuvres, dont on compte plus de vingt-cinq titres, constituent quarante ans d'intense activité intellectuelle. Durant la colonisation, il sera élève en droit à la Faculté d'Alger et dès 1940 il obtiendra le premier prix à un concours de poésie. Après la deuxième Guerre Mondiale, sa carrière journalistique l'amènera à se spécialiser sur les problèmes nazis du III^e Reich. Il collabora, entre autres revues et journaux, à la Revue Africaine avec des auteurs tels que Gide, Léopold Senghor. Que ce soit pendant la guerre d'Algérie ou après l'Indépendance, M. Aba est un militant passionné en lutte pour toutes les causes justes contre la colonisation d'abord, le racisme, l'apartheid et pour la Palestine ensuite. Pour cette dernière cause il sera l'un des fondateurs et animateurs de l'Association « Présence de la Palestine ».

M. Aba est donc un homme qui avec sa plume se trouve sur tous les fronts : journaliste, dramaturge, poète, écrivain et également conférencier. Et ce soir-là, M. Aba nous donna la preuve de son talent en nous livrant ses réflexions sur la littérature algérienne devant un public attentif et intéressé.

M. Aba commencera sa conférence par parler de l'ensemble de la littérature algérienne qui est l'une des plus riches au monde. Cette littérature est composée de trois rameaux : la langue nationale, la langue orale (berbère ou arabe) et l'expression française.

M. Aba s'attachera à la littérature algérienne d'expression française. Bien que d'expression française, cette littérature se distingue des autres littératures francophones car elle exprime des sentiments profondément algériens. C'est un

mode d'écriture dont on sent la volonté d'être, de se chercher une identité et qui est le résultat d'une Algérie combattante et nouvelle.

M. Aba au cours de son exposé nous montrera comment l'écriture algérienne est intimement liée à l'histoire de l'Algérie, comment la littérature algérienne évoluera dans le même sens que la Nation Algérienne.

Ainsi l'Algérie avant la colonisation, témoignait de la grandeur de la civilisation arabo-musulmane, qui fut une civilisation humaniste et qui favorisera l'éclosion d'une littérature riche. La colonisation a brimé, a exercé une oppression sur cette littérature qui malgré tout a essayé de survivre. C'est l'itinéraire que M. Aba nous propose de suivre.

Dans la littérature française l'Algérie y est décrite d'une manière pittoresque, mais l'Algérien en tant qu'être humain est y nié, absent. C'est une littérature de cartes postales nous dira M. Aba. Avec le XX^e siècle, certains écrivains algériens se manifestent, mais ils n'apportent rien de nouveau à la littérature d'expression française car ces écrivains issus de la bourgeoisie, expriment à travers leurs écrits le désir d'être reconnus par les Européens. Puis au lendemain de la deuxième Guerre Mondiale, une nouvelle génération d'écrivains apparaît dont Camus, Jules Roy. Pour certains, comme M. Lacheraf, cette période est négative, pour d'autres elle va ouvrir la voie aux écrivains Algériens. Ces écrivains vont être les témoins de l'Algérie telle qu'elle est ; le mépris de l'Arabe n'est plus de mise et l'on dénonce le racisme. Mais cependant il manque à ces écrivains une connaissance du monde arabe et ils n'ont pas su

voir la montée du nationalisme.

Car durant cette période 1945-1954, l'Algérie, tout en arborant le visage de la paix, sent la révolte gronder en elle après le vécu des atrocités de la seconde Guerre Mondiale et les représailles sanglantes des manifestations du 8 Mai 1945 à Sétif, Guelma, Kharrata.

Avec Mohamed Dib, Mouloud Ferraoun et Mouloud Mammeri, c'est un éclairage conforme aux réalités qui apparaît. Le peuple algérien est décrit tel qu'il est dans sa situation de colonisé, dans sa dimension humaine. Avec les œuvres de Amrouche, Lacheraf et Benabi, c'est l'annonce implicite de la révolte. C'est ainsi que les œuvres d'Aragon, Eluard sont commentées, étudiées par des Algériens et annoncent les débuts d'une initiation politique faite dans l'ombre.

Les écrivains algériens vont s'approprier la langue française pour en faire une arme, ce qui donne naissance à une littérature de combat. Les différents thèmes que les poètes notamment aborderont dans leurs recueils, évoquent les étapes que l'Algérie parcourt sur le chemin de sa dignité à retrouver.

L'Algérie retrouve ses ancêtres et se penche sur son sort dû à la colonisation, thème illustré par Yacine Kateb, Henri Krea, Malek Haddad. Au thème de la patrie, celui de la liberté vient s'ajouter. Amrani fut le poète révolutionnaire qui chantait la liberté à travers le combat. Anna Grecki, Jean Senac sont des Français qui ont pris fait et cause pour l'Algérie à travers leur œuvre poétique et même militante. Autre thème enfin, c'est celui des retrouvailles avec le peuple, dont Bachir Hadj Ali témoignera dans ses poèmes.

A ce moment de l'exposé, M. Aba abordera l'aspect psychosociologique de la littérature algérienne. Ainsi, l'après-guerre, c'est la rupture avec le passé, c'est une nouvelle forme de revendications. Un écrivain femme Assia Djebar illustre cette tendance. Dans ses romans, Assia Djebar veut rompre avec une certaine idée de la femme. Ses héroïnes ont un corps, une âme, une personnalité et veulent avoir des rapports nouveaux avec les hommes. Boudjedra adopte quant à lui un ton corrosif pour remettre en cause la société. A l'heure actuelle un thème nouveau surgit : celui de la quête du bonheur dans l'identité retrouvée. La jeune poésie s'est ouverte au monde et l'amour vécu, l'égalité des sexes, la femme, sont plus fréquemment évoqués.

Avec cette profusion d'auteurs qui ont su trouver à travers le français une création verbale très riche, M. Aba dira que la littérature algérienne d'expression française est bien vivante et a acquis de plein droit ses lettres de noblesse. C'est une littérature à part entière qui a une spécificité car elle porte en elle deux généra-

tiens et plus « d'Algériens debout, fiers ».

Cette littérature a permis la communication entre Algériens eux-mêmes et ainsi que M. Aba le soulignera, elle peut atteindre l'universel sans rien renier de son histoire arabo-musulmane. La littérature Algérienne d'expression arabe loin d'annuler la littérature d'expression française la côtoie. Ces deux langues avec le berbère constituent l'héritage culturel algérien. C'est l'interprétation de ces trois langues qui forme notre patrimoine culturel et d'où la puissance créative des Algériens s'exprime.

Un débat entre l'auditoire et M. Aba devait ensuite s'engager, puis chacun devait ressortir enchanté par cette conférence par la grâce qui a su rendre vivant son exposé et nous parler comme un livre ouvert.

Y. AMINA

petit écran

« Silence, on tue »

Mots sur la mort de H. Grimzi sur et selon FR3, dans « Silence, on tue », thème de l'émission. La télévision française parle en ces termes de l'assassinat d'un Algérien et filme dans un train, quatre apprentis légionnaires. Elle refait le tragique voyage en donnant la parole à des silhouettes, témoins et lâches. Un soir, un train pour reprendre un titre de film et Habib Grimzi qui aurait pu être l'inconnu du Nord Express. Il fut et demeure l'étranger d'un étrange voyage.

Ici, il est question de FR3 dans une de ses émissions spécialisées et artisanales, consacrées à des faits de société. « Silence, on tue » a le mérite d'exister, même si quelque part, le film reste attaché à des exigences françaises et idéologiques. Une initiative louable dans un espace dominé par une opinion publique aux contours électoralistes et profondément tentées par le spectre Le Pen.

FR3 a, avec l'idée de son émission, tenté de réveiller une conscience collective quelque peu ébranlée et soucieuse de son confort silencieux.

Autre point de vue français sur l'immigration à la télévision française avec « Résistances » et autre initiative louable et pour le moins courageuse. « Résistances » est aussi le lieu de l'amalgame au nom des droits de l'homme où des images expliquent la bonne conscience. Dissidente juive en URSS ou les volontaires de l'état sioniste, « le goulag », les Polonais à la Waleza et enfin les « beurs ». On fait appel à Tahar B. Jelloun et on donne à voir un extrait de « Mohamed Travolta ».

Autant d'ingrédients qui concourent dans l'esprit de l'émission, à contrecarrer la haine de Le Pen en parlant de ces « Algériens qui sont Français sans la carte d'identité française ».

Moulay B.

14^e Coupe d'Afrique des Nations

C'est (bien) parti

C'est parti pour la 14^e Coupe d'Afrique des nations de football. A tout seigneur, tout honneur : c'est à la Côte d'Ivoire, pays organisateur, qu'a échu l'honneur d'ouvrir les débats, le 4 mars, au stade Houphouët-Boigny d'Abidjan. Elle l'a fait de bonne manière, en étrillant le Togo par 3 buts à 0.

Un second match s'est déroulé le 4 mars, toujours à Abidjan. Il opposait l'Egypte au Cameroun, deux des favoris. Les Egyptiens, qui semblent en grande forme, l'ont emporté par un tout petit but. Quant à l'Algérie, qui doit évoluer à Bouake, elle devait jouer le 5 mars. Les impératifs techniques ne nous permettent pas d'en donner le résultat.

L'équipe nationale algérienne de football est rentrée en regroupement le 27 février en début d'après-midi, avant son départ pour Abidjan, le 29 au matin.

Cet ultime rendez-vous, le premier depuis le retour de la sélection de l'Arabie Séoudite, n'a pas revêtu à proprement parler un cachet préparatoire. « Il s'agit, en fait, a expliqué l'entraîneur national, Mahieddine Khalef, de regrouper l'ensemble des éléments et de procéder aux dernières retouches ».

Du côté des professionnels, seul Kourichi était déjà à Alger. Les autres éléments (Zidane, Madjer, Bensaoula et Mansouri) ont rallié directement Bouaké, ville où va évoluer l'équipe Algérienne durant le premier tour, le 4 mars, c'est-à-dire la veille du match contre le Malawi.

L'équipe algérienne est partie en Côte-d'Ivoire sans avoir eu au préalable une préparation spéciale. Les regroupements périodiques auxquels les sélectionnés ont été conviés depuis le retour de Khalef ont été axés sur le match retour contre l'Egypte.

« On ne peut pas affirmer qu'il y a eu un programme de travail tracé spécialement pour la coupe d'Afrique », a reconnu l'entraîneur national en ajoutant « Le plan de travail a été perturbé par l'échéance du 17 février ».

Les chances de l'Algérie dans cette compétition ?

Khalef a donné l'impression d'être optimiste : « Il s'agit naturellement d'aller le plus loin possible dans cette Coupe d'Afrique. Les deux dernières éditions ont montré que nous sommes capables de faire quelque chose... »

Après le Ghana, qui ?

La phase finale de la 14^e coupe d'Afrique aurait dû se dérouler au Malawi, mais ce petit pays s'est désisté : l'organisation d'une compétition comme la coupe d'Afrique nécessite des investissements que la crise économique mondiale ne lui permettrait plus de faire.

La Côte d'Ivoire a alors pris le relais.

C'est ainsi que les huit supposées meilleures sélections nationales du continent se trouvent depuis quelques jours à Abidjan pour disputer le trophée.

Qui prendra la succession du Ghana, le tenant de la coupe ? C'est la grande question qui agite les milieux du football africain. Bien difficile de se prononcer pour le moment car au moins six des protagonistes apparaissent d'égale force : Algérie, Egypte, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire et Nigeria. Rien de plus normal : si le Ghana (tenant) et la Côte d'Ivoire (organisateur) sont qualifiés d'office, les six autres ont dû se surpasser pour franchir un tour éliminatoire qui a rassemblé 36 pays, un record dans cette compétition.

En outre, la hiérarchie du football africain a été quelque peu chamboulée au cours de l'année dernière. L'exemple le plus frappant est fourni par l'équipe nationale algérienne. En 1982, elle s'est qualifiée haut la main pour

la phase finale de la coupe du monde au cours de laquelle elle s'est plus qu'honorablement comportée. Mais, au début de cette année 1984, elle s'est laissée surclasser par l'Egypte pour la qualification pour Los Angeles. Il serait d'ailleurs très intéressant de voir les deux équipes s'affronter éventuellement à Abidjan.

Le Cameroun a eu, dans une certaine mesure, les mêmes problèmes. Honnête représentant de l'Afrique à la coupe du monde, il a souffert quelque peu pour arracher un billet pour Los Angeles.

Cela n'exclut cependant ni les Algériens ni les Camerounais du lot des favoris. Mais ils auront fort à faire face à une sélection égyptienne qui a prouvé qu'elle avait des atouts non négligeables : maturité, cohésion et combativité.

Ils auront également fort à faire face aux rugueux Nigériens des « Green Eagles » qui, en 1980, avaient surclassé les Algériens en finale, et contre les talentueux « Eléphants » de Côte d'Ivoire ou les « Black Stars » d'un Ghana encore auréolé du titre de champion d'Afrique des clubs remporté par l'Ashanti Kumasi Kotoko. Un Ghana qui semble fermement décidé à remporter son cinquième trophée.

La 16^e Coupe d'Afrique (1988) en Zambie

La 16^e édition de la coupe d'Afrique des Nations se déroulera en 1988 en Zambie, a décidé la confédération africaine de football réunie en assemblée générale le 1^{er} mars à Abidjan.

Par ailleurs, la CAF a réélu M. Tessema au poste de président pour un nouveau mandat de quatre ans, ainsi que le sénégalais Rito Alcantara et le nigérian O. Oyo comme représentants de l'Afrique auprès de la Fédération Internationale de Football.

Bencheikh et Megharia Forfaits

La liste des « 22 » joueurs sélectionnés pour la 14^e édition de la coupe d'Afrique des Nations a été légèrement modifiée avant le départ. Blessés, Bencheikh et Megharia, intégrés tous les deux dans la première liste, n'ont pas effectué le voyage à Abidjan.

Ils ont été remplacés par Bouiche Nacer (JE Tizi Ouzou) et Laroum (CM Belcourt).

La liste définitive des « 22 » s'établit comme suit :

Gardiens : Cerbah (RS Kouba), Drid (ESM Bel-Abbes), Kadri (JE Tizi-Ouzou).

Défenseurs : Bourras (ISM Ain Beïda), Guendouz (WO Boufari), Mansouri (Mulhouse), Kourichi (Lille), Laroum (CM Belcourt), Chaib (RS Kouba), Sadmi (JE Tizi Ouzou).

Milieux : Kaci Saïd (RS Kouba), Fergani (JE Tizi Ouzou), Belloumi (GCR Mascara), Jafjaf (USM El-Harrach), Yahi (CM Belcourt).

Attaquants : Lefdjah (ASC Oran), Madjer (R. Paris), Bensaoula (Le Havre), Bouiche (MP Alger), Bouiche (JE Tizi Ouzou), Menad (JE Tizi Ouzou), Zidane (Courtrai).

• Avant son départ pour la Côte d'Ivoire, l'équipe nationale a reçu, le 28 février, la visite de M. Mohamed Chérif Messaadia, membre du Bureau politique et responsable du Secrétariat permanent du comité central, accompagné de MM. Kamel Bouchama et Nourredine Djellouli, membres du C.C. et, respectivement, ministre de la Jeunesse et des Sports et secrétaire général de l'UNJA.

HANDBALL

L'Algérie 3^e à Ivry

L'équipe nationale de handball était dans la région parisienne, à la fin de la semaine dernière, pour participer au Challenge Mar-rane.

Organisé par l'U.S. Ivry, ce tournoi qui regroupait une demi-douzaine de formations,

a été remporté par les Allemands de l'Est de Rostock qui ont battu, en finale, Budapest (Hongrie) par 29 à 26.

Notre équipe nationale a enlevé la troisième place en l'emportant sur le R.F. Berlin (RFA) par 23 à 22.

ATHLETISME

Le championnat panarabe de cross

L'athlète algérien Abderrezak Bounnour a remporté, le 24 février, à Tripoli (Libye), le championnat panarabe de cross en s'imposant brillamment devant le champion du Maghreb El Mououaden. Au classement par équipes, la sélection nationale algérienne a pris la seconde place derrière le Maroc, avec 25 points. Chez les juniors, les Algériens se sont comportés mieux que lors de l'édition de Tunis, en se classant à la seconde place. Même chose pour la sélection nationale féminine, seconde au classement général par équipes, grâce aux bonnes prestations de Hadj M'Barka (2^e) et Bendahmane Leïla (3^e).

Six concurrents (l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye, l'Irak et Djibouti) ont participé à ces championnats.